Parti Socialiste. - Section Française de l'I. O. S.

12844.36

CRITIQUE SOCIALISTE

DU

PARTI COMMUNISTE

ORGANISATION

TACTIQUE

DOCTRINE

PAR J. LEBAS

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION DU NORD

N° d'Or 64

N° de C 1839

PRIX : 1 fr.

LILLE

Imprimerie Ouvrière, 147, rue d'Arras

—

1929

28.620

Groupes, Sections et Militants !

= Achetez tous vos livres, brochures de propagande, articles de fête, églantines, cartes, drapeaux rouges, à la

Librairie Populaire

DU PARTI SOCIALISTE

12, Rue Feydeau, PARIS (2e)

Téléphone : Richelieu 87-06 *Chèque postal : 701-63*

et vous contribuerez à la - propagande du Parti - socialiste

Vulgarisez, répandez à profusion :: nos brochures de propagande ::

FLM. 12° 0320

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1704179

Parti Socialiste. - Section Française de l'I. O. S.

CRITIQUE SOCIALISTE

DU

PARTI COMMUNISTE

ORGANISATION

TACTIQUE

DOCTRINE

PAR J. LEBAS

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION DU NORD

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

PRIX : 1 fr.

LILLE

Imprimerie Ouvrière, 147, rue d'Arras

—

1920

28.620

AVANT-PROPOS

Au lendemain du Congrès National tenu par le Parti Socialiste à Tours, fin Décembre 1920, et d'où sortit la division du prolétariat, j'écrivis, pour aider nos camarades dans leur tâche difficile de réorganisation du Parti et de propagande, une petite brochure intitulée « Sur l'ordre de Moscou, comment les Communistes ont brisé l'Unité ». L'édition en est épuisée.

La Fédération du Nord a estimé qu'une nouvelle édition était utile. Mais, depuis le Congrès de Tours, tant d'événements se sont produits qu'il ne pouvait s'agir d'une simple réédition de l'historique de la rupture de l'Unité socialiste française. Un chapitre nouveau devait être écrit sur les actes, les idées et la situation présente du parti bolcheviste. L'exposé en est fait sommairement, mais aussi exactement que possible.

Puisse cette modeste critique socialiste du bolchevisme faciliter, ne serait-ce que dans une faible mesure, l'effort qui s'impose pour détruire dans le prolétariat une erreur d'apparence révolutionnaire qui fait encore tant de mal au mouvement ouvrier, retardé dans sa marche vers son but final de libération.

Le 7 Juillet 1929.

J. L.

Comment, sur l'ordre de Moscou, les Communistes ont brisé l'unité

I

D'où vient la division ?

Ceux qui ont connu les divisions ouvrières et socialistes d'autrefois se rappellent avec quelle joie fut accueillie l'unité du Parti enfin réalisée en 1905. L'ère des luttes fratricides étant close, toutes les forces socialistes allaient être réunies dans une même organisation de propagande, d'éducation et de combat contre la bourgeoisie et son Etat. A partir de cette époque, en effet, le Parti Socialiste, section française de l'Internationale ouvrière, remplit au mieux sa grande mission ; il participa à toutes les batailles politiques qui furent pour lui autant de victoires. Il portait en lui toutes les espérances de la classe ouvrière organisée. C'est ce Parti dont l'unité vient d'être brisée à Tours.

Les Responsables

Où sont les responsables de cette véritable défaite du prolétariat français ?

Voilà ce que nous voudrions rechercher à l'aide des textes et des faits que connaissent ceux qui sont quelque peu au courant du mouvement socialiste national et international.

La division du Parti Socialiste français a été voulue, et poursuivie par tous les moyens, par le Comité exécutif de l'Internationale communiste siégeant à Moscou. Il a divisé le grand parti socialiste indépendant d'Allemagne, il a divisé le parti socialiste italien. Notre Parti pouvait-il échapper à ce malheur? Oui, s'il y avait eu, dans les rangs des partisans de l'adhésion sans réserves à ce qu'on appelle de plus en plus

improprement la III[e] Internationale, une volonté ferme de sauver ce bien précieux : l'Unité du Parti. Mais, placés entre Moscou qui s'acharne à diviser partout les travailleurs et l'Unité socialiste, ils choisirent Moscou. Toutes les larmes qu'ils versèrent ensuite sur le crime contre lequel ils n'eurent pas le courage de se dresser n'atténuent pas leur responsabilité.

Le Télégramme de Zinoview

Nous apportons les preuves de notre jugement. Le congrès de Tours, qui siégea du 25 au 31 décembre 1920, discutait depuis plusieurs jours la question de l'Internationale quand le citoyen Le Trocquer, secrétaire adjoint du Parti, donna lecture du télégramme suivant du Comité exécutif de l'Internationale communiste :

Riga, 21 décembre, 22 heures 15.

Chers camarades, c'est avec un intérêt extrême que le Comité exécutif de l'Internationale communiste suivra les travaux de votre Congrès qui occupera sans aucun doute une place importante dans l'histoire du mouvement ouvrier français.

Nous avons lu un projet de résolution portant les signatures des camarades Loriot, Monatte, Souvarine, Cachin, Frossard et autres. Sauf quelques points (la question de la dénomination du Parti) nous pouvons nous solidariser avec cette résolution.

Nous avons lu ensuite un projet de résolution signé par Jean Longuet, Paul Faure et autres. Cette résolution est pénétrée d'un esprit de réformisme et de diplomatie mesquine et chicanière.

Les thèmes approuvées par le second congrès de l'Internationale communiste admettent certaines exceptions en faveur de réformistes qui se soumettront maintenant aux décisions de l'Internationale communiste et renonceront à leur opportunisme d'autrefois.

Le projet de résolution signé Longuet, Paul Faure montre que Longuet et son groupe n'ont aucune envie de faire exception dans le camp des réformistes. Ils ont été et restent des agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat. Ce qui est le plus remarquable dans leur résolution

c'est moins ce qu'ils disent que ce qu'ils taisent. De la révolution mondiale, de la dictature du prolétariat, du système soviétique, Longuet et ses amis préfèrent ou bien ne rien dire du tout, ou bien dire les plus banales ambiguités.

L'Internationale communiste ne peut rien avoir de commun avec les auteurs de pareilles résolutions. Le plus mauvais service qu'on puisse rendre dans les circonstances actuelles au prolétariat français est d'imaginer je ne sais quel compromis embrouillé qui sera ensuite un véritable boulet pour votre parti.

Nous sommes profondément convaincus que la majorité des ouvriers conscients de France n'admettra pas un compromis aussi ruineux avec les réformistes et qu'elle créera enfin à Tours le vrai parti communiste uni et puissant, libéré des éléments réformistes et semi réformistes.

C'est en ce sens que nous saluons votre Congrès et que nous lui souhaitons le succès.

Vive le Parti communiste de France ! Vive le prolétariat français !

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste : Zinoview, Lénine, Trotsky, Boukharine (Russie) ; Rosmer (France), etc.

Ce télégramme produisit l'effet d'une bombe. Il ne tua personne, mais il atteignit au cœur l'Unité du Parti.

Sa lecture terminée, nous proposâmes, en raison de son importance capitale, que l' « Humanité » l'insérât en première page et en bonne place. La majorité était si embarrassée, si gênée qu'elle ne fit aucune observation et elle accepta notre proposition. Le lendemain, on chercha en vain le télégramme du Comité de l'Internationale communiste en première page du journal ; la rédaction l'avait relégué en deuxième page, imprimé en petits caractères. Evidemment, la direction de « l'Humanité » était aussi gênée et elle ne voulait pas mettre en évidence l'ordre de Zinoview à la majorité du Congrès d'exclure une forte fraction du Parti.

Il fallait bien cependant répondre à la sommation, outrageante pour tous, venue de Moscou par Riga. Faut-il vous dire qu'elle ne nous étonnait nullement ? Ce télégramme qui contient un ordre d'exclusion collective constitue un procédé habituel au Comité exécutif de Moscou. En dictant ses ordres aux partis qui adhèrent déjà à l'Internationale communiste

ou qui y sollicitent leur adhésion, il ne fait qu'user des « larges pouvoirs » et de l' « autorité incontestée » qui lui ont été accordés par le 2e Congrès de Moscou (Voir la 12e condition). En enjoignant donc à la majorité de mettre à la porte la minorité, Zinoview et Cie étaient en parfait accord avec les pratiques nouvelles de l'Internationale communiste.

Mais ils étaient très rares, les délégués de la majorité, qui savaient que la 12e condition fait du Comité exécutif de Moscou un véritable Comité qui doit exercer sa dictature, non pas sur la bourgeoisie qui s'en moque, mais sur tous les partis communistes. D'où son grand embarras pour répondre au télégramme. Elle aurait bien voulu ne pas lui faire l'honneur d'une réponse sous forme de motion. Impossible ! La minorité était résolue à obliger le Congrès à se prononcer.

La Motion Mistral

Quoi ! L'adhésion à l'Internationale communiste n'était pas encore votée et déjà le Parti se trouvait en face du premier acte d'autorité absolue du Comité de Moscou. Cet acte était l'exclusion de la fraction qui compte tous les militants de valeur, tous ceux qui ont fait le Parti et qui l'honorent le plus. Zinoview et Cie disaient au Congrès : A la porte les Guesde, les Sembat, les Bracke, les Longuet, les Paul Faure, les Mistral, les Renaudel, les Pressemane, les Blum, les Delory et avec eux tous les militants qui les entourent !

Mistral, en notre nom, fit la seule réponse digne qui convenait à des socialistes en proposant la motion suivante :

« *Le Congrès, en présence du télégramme du Comité exécutif de la IIIe Internationale, déclare se refuser à procéder aux exclusions demandées par ce télégramme et proclame sa volonté de maintenir l'unité actuelle du Parti* ».

Ce texte bref, net, clair, était acceptable pour tous ceux qui avaient dit, sincèrement : Je vote pour la Troisième, mais je me refuse à toute exclusion. Cachin et F... avaient parcouru les Fédérations pendant des mois et partout ils avaient dit cela. Les adhérents confiants en leur parole les avaient suivis en grand nombre. Aujourd'hui ces adhérents ont le droit de dire : Nous avons été trompés !

Ils sont nombreux les délégués qui l'ont pensé, mais, prisonniers d'un mandat impératif, ils n'ont pas osé voter

la motion Mistral repoussée par la poignée de dirigeants qui les menait.

La Motion Renoult

Ceux-ci, inquiets, crurent habile de se donner un petit air conciliant en envoyant quelques-uns d'entre eux discuter avec une délégation des nôtres. Après des heures et des heures de discussion, tout ce qu'ils acceptèrent de proposer fut le texte connu sous le nom de motion Renoult.

Vous avez pu apprécier la netteté du texte de Mistral.

Le texte Renoult est compliqué, incompréhensible pour tous ceux qui ne connaissent pas très bien les conditions obligatoires de Moscou. Tenez, jugez-en par la motion elle-même que nous reproduisons :

Le Congrès ayant pris connaissance des déclarations du camarade Zinoview et de la critique qu'il dirige dans les termes ardents de polémique doctrinale contre la polit que de la droite et celle de la fraction dite du centre, rappelle que l'indispensable discipline vis-à-vis de l'Internationale communiste n'exclut pas pour celle-ci, ainsi qu'il est dit à l'article 16 des conditions adoptées par le dernier Congrès de Moscou d'avoir à tenir compte des conditions de lutte si variées et de n'imposer de résolution générale et obligatoire que dans les conditions où cela est possible.

Il déclare que la motion d'adhésion signée par le Comité français de la III^e^ Internationale, approuvée par le Conseil exécutif de la III^e^ Internationale, légifère pour l'avenir, n'impose aucune exclusion pour le passé et précise de la manière la plus nette que les exclusions prévues à l'article 7 et à l'article 20 des conditions de Moscou ne pourront s'appliquer à aucun membre du Parti acceptant dans son principe la décision du présent Congrès et conformant son action publique à la discipline commune.

Et dire que ce galimatias fut laborieusement produit au cours de plusieurs heures de discussion.

Il est nécessaire de montrer tout ce qu'il contient *de faux et d'hypocrisie.*

Le télégramme du Comité exécutif de Moscou ? Ce n'est que de la « polémique doctrinale ». Zinoview et Cie font de la doctrine quand ils qualifient Longuet, Paul Faure et

leurs amis d'agents déterminés de la bourgeoisie. C'est la motion Renoult qui l'affirme, et maladroitement elle prend la défense du Comité exécutif de Moscou qui tient « compte des conditions de lutte si variées » et qui « n'impose de résolution générale et obligatoire que dans les conditions où cela est possible ». Rien n'est plus faux !

Moscou à l'œuvre

Demandez donc au Parti socialiste suisse si Zinoview a cet esprit de bon opportunisme que lui prête la motion Renoult? Il vous rappellera la lettre que le Président de l'Internationale communiste écrivit au camarade Nobs, militant suisse, au début de décembre, pour obtenir l'exclusion d'hommes dont s'honore le parti suisse. Zinoview lui fit savoir que « sans l'exclusion directe de Greulich, Pflüger et autres Noskistes, vous ne pouvez naturellement pas venir à la III[e] Internationale. Il ne peut pas en être question. Ainsi, condition *sine qua non* : Exclusion des droites ! » Le Parti suisse fut ainsi sommé de sacrifier toute une fraction qui compte Greulich dans son sein. Greulich ! un des vétérans du socialisme qui aura bientôt 80 ans ; un frère de combat de Karl Marx dans la Première Internationale.

On sait comment le Parti Suisse a répondu à Zinoview : il a quitté l'Internationale communiste à laquelle il appartenait.

Demandez aussi à Serrati, le militant italien, comment le Comité exécutif de Moscou, dont il fait partie, tient compte des conditions de lutte et de milieu. Il vous dira qu'à cette heure, le Parti Italien est en lutte ouverte avec ce Comité qui veut des exclusions en masse et qui prétend imposer au Parti la guerre à la Confédération Générale du Travail d'Italie.

La vérité que veut cacher la motion Renoult est que le Comité de Moscou est un comité dictatorial : tous ses manifestes, tous ses actes, tous ses télégrammes le prouvent.

La motion Renoult s'en réfère aux articles 7 et 20 des conditions. Voyons un peu ce qu'ils disent.

L'article 7 : « L'Internationale communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture (avec les réformistes et les centristes) qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale communiste ne peut admettre

que les réformistes avérés, tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, Macdonald, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la IIIe Internationale et qu'ils y soient représentés. »

C'est clair. L'agent de la bourgeoisie Longuet ne peut entrer à la IIIe Internationale et très logiquement Zinoview et Cie l'ont signifié au Congrès de Tours.

Mais il y a la 20e condition qui dit :

« *Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Le Comité exécutif se séserve le droit de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnés dans le paragraphe 7.* »

Vous avez bien lu, camarades. Ceux qu'on appelle les centristes ne peuvent être tolérés dans le parti nouveau que si le Comité de Moscou le veut bien. A lui seul ce droit appartient. Or, en ce qui concerne Longuet, Paul Faure et leurs camarades, le doute n'était plus possible, le télégramme de Zinoview et Cie leur fermait la porte de l'Internationale communiste.

La majorité ne pouvait éviter la division voulue avec rage par le Comité de Moscou qu'en votant la motion Mistral. En la rejetant elle manifestait sa volonté de fonder un Parti nouveau — dont nous ne pouvions être — le Parti communiste. Vous en trouverez la preuve ci-après.

II

Un nouveau Parti

le Parti Communiste

Après avoir proclamé les résultats du vote sur les motions relatives à la IIIe Internationale, le président du Congrès, le citoyen Jules Blanc s'écria : « Camarades, le Parti communiste est fondé ! »

Jules Blanc avait raison. Un nouveau parti devait sortir de la majorité de Tours, dont le programme et l'organisation

répondraient aux doctrines, à la tactique et à l'organisation de l'Internationale communiste.

Et c'est précisément pourquoi, nous aussi, nous avons raison quand nous disons que nous seuls représentons le Parti socialiste fondé en France en 1905.

Nous le continuons, malgré la cassure de Tours. La résolution du Congrès international d'Amsterdam reste notre loi, notre règle d'action. Le Pacte d'Unité reste à la base du Parti Socialiste. Son organisation demeure ce qu'elle est depuis 1905, une organisation de propagande et d'action publique utilisée par les travailleurs de tous ordres en vue de remplacer la société capitaliste par la société socialiste. Parti de classe nous étions, Parti de classe nous restons. Antiministérialiste était le Parti socialiste, antiministérialiste il restera. C'est dire que lorsque les communistes nous accusent de poursuivre une politique de bloc des gauches, parce que nous n'avons pas voulu les suivre sur le chemin de l'anarchie et des aventures, nous avons le droit de sourire et de hausser les épaules.

Mais eux, que sont-ils ?

Nous savons bien que la plupart des camarades qui ont voté l'adhésion à la IIIe Internationale ignorent où ils vont, à quoi ils s'engagent, et dans quel parti ils entrent. Nous avons conscience de leur rendre service en les informant.

NOUVELLES METHODES

F... qui s'est attaché depuis son retour de Moscou à atténuer la rigueur des conditions de l'Internationale communiste, qui les a interprétées faussement pour obtenir plus facilement la majorité, qui prétend être toujours secrétaire du même parti, a été obligé, le 9 janvier 1921, dans une réunion privée tenue à Paris, de faire une déclaration qui, à elle seule, suffit pour dessiller les yeux des plus aveugles.

L'appel aux anarchos

A un auditeur qui lui demanda : « Si le Parti admettra les communistes anarchistes ? » F... répondit : « A ceux qui ont été éclairés par l'expérience de la Russie et qui croient comme nous que pour arriver au communisme sans Etat que nous voulons tous instituer, il faut passer par l'Etat

dictatorial et communiste, *aux anarchistes qui ont compris cela, nous ouvrons nos rangs !* »

Qu'est-ce que vous en dites, Camarades, qui avez toujours rencontré contre vous, contre le Parti socialiste, tous les compagnons anarchistes ? Vous êtes étonnés de la déclaration de F... qui leur ouvre toutes grandes les portes du nouveau Parti ? Mais en tenant ce langage, F... ne fait qu'obéir à la résolution du 2e Congrès de Moscou dont le dernier alinéa est ainsi rédigé : « *Le Congrès considère que le succès de l'action des Partis vraiment communistes doit être apprécié entre autres dans la mesure où ils auraient réussi à attirer à eux tous les éléments vraiment prolétariens de l'anarchisme.* »

Ainsi donc, plus le Parti communiste français comprendra d'anarchistes, plus son succès sera grand et plus il sera apprécié par Moscou.

Jusqu'au Congrès de Tours il était admis que socialistes et anarchistes ne pouvaient pas appartenir au même parti. Inutile de rappeler ici les luttes que le socialisme soutint au cours de sa longue vie contre l'anarchisme destructeur des organisations ouvrières et adversaire de l'action politique. Il nous suffit de constater que le Parti communiste français en appelant à lui les anarchistes donne lui-même au prolétariat la preuve qu'il n'est pas un Parti socialiste.

Organisations secrètes

Il ne l'est pas pour d'autres raisons fournies encore par lui-même et qu'il est nécessaire de rappeler.

Depuis plus de 50 ans, par les conquêtes politiques qu'il arracha au pouvoir, le prolétariat européen a abandonné le système des petites sociétés secrètes où se tramaient les complots, les coups de force, pour recourir à l'organisation ouverte à tous ceux qui reconnaissent la nécessité de la lutte de classe, lutte qui, par son caractère même ne peut être que publique. C'est la classe ouvrière organisée qui mène son combat pour son affranchissement, et la forme que revêt ce combat de masses ne se prête pas aux méthodes anciennes des associations secrètes.

Or, l'Internationale communiste oblige les partis affiliés à revenir à l'organisation secrète, clandestine. Lisez la troisième condition, vous y verrez : « *Les communistes ne peuvent*

se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif son devoir envers la révolution ».

Si donc les communistes français veulent remplir tout leur devoir, ils devront, à côté de la section, de la fédération, du Parti, avoir des groupes clandestins, secrets, qui précisément à cause de leur caractère secret sont appelés à jouer le plus grand rôle dans la révolution. C'est d'eux que viendra le mot d'ordre que les adhérents du Parti n'auront pas à discuter mais à suivre.

Qui ne voit que cette organisation clandestine imposée par Moscou ferait courir au mouvement ouvrier et socialiste les plus grands dangers ? Qui ne sait que le gouvernement français parviendrait certainement à y avoir de ses agents ? Les groupes secrets communistes seraient des nids de policiers, de mouchards et d'agents provocateurs !

Voilà pour ce qui est de l'organisation du Parti nouveau. On reconnaîtra facilement qu'elle est tout le contraire de l'organisation actuelle du Parti socialiste.

NOUVEAU PROGRAMME

Il en est de même du programme.

Le Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière, s'est donné un programme en avril 1919. Armé de ce programme qui n'est pas électoral, il s'est partout défini devant le pays. Il a nettement indiqué son but révolutionnaire de substitution de la propriété commune à la propriété capitaliste, et précisé son moyen, la conquête du pouvoir, la prise de l'Etat. Il a aussi montré par son programme, que lui seul, avec la Confédération Générale du Travail, a des vues exactes sur tous les problèmes économiques que soulève actuellement l'état de désorganisation et d'anarchie de la société bourgeoise.

Eh bien ! savez-vous camarades que ce programme n'est plus bon à rien dans le nouveau parti communiste ? Prenez la 15e condition et vous serez convaincus. Elle dit : « Les Partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont *pour devoir de les réviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste... conçu dans l'esprit de l'Internationale communiste.* »

Et maintenant nous vous demandons de nous dire si nous avions tort d'affirmer, après le Congrès de Tours, que la majorité est en train de constituer un nouveau Parti, le Parti communiste ?

Tout doit y être changé, transformé : organisation, statuts, programme du Parti, action du Parti, rien de tout cela ne subsiste.

La vérité, c'est que nos communistes, honteux, n'osent pas le reconnaître et ils en sont réduits à colporter ce mensonge : l'Unité socialiste a été brisée par l'indiscipline des élus parlementaires.

Nous ferons justice de cette contre-vérité grossière.

III

Où est l'indiscipline ?

L'œuvre du groupe Parlementaire

Nous avons établi, avec documents à l'appui, que la majorité de Tours s'est transformée en Parti Communiste. Elle a ainsi rompu avec le Parti Socialiste que nous continuons.

Mais il est visible que cette vérité la gêne et pour tromper nos camarades qui tout en donnant leur voix à la motion Loriot-Souvarine-Cachin - F... voulaient conserver l'unité du Parti, les chefs communistes prétendent que les parlementaires socialistes sont des indisciplinés qui ont voulu la scission.

Nous avons prouvé irréfutablement que la division en France comme dans les autres pays a été voulue, organisée, par le Comité exécutif de Moscou et par ceux qui ont suivi docilement ses ordres. Nous n'y reviendrons pas. Quant à la prétendue indiscipline des députés du Parti, voyons en quoi cette accusation grave est justifiée.

Le Groupe Socialiste Parlementaire est sorti des élections du 16 Novembre 1919. Dès sa première réunion, il a tenu à s'organiser ; il s'est donné un secrétariat, il a constitué une commission exécutive chargée à certains moments de suivre les débats et de prendre pour l'ensemble du groupe des décisions. C'est ainsi qu'il est parvenu à se discipliner au point

que la question de l'unité de vote est enfin résolue. Faut-il ajouter que l'attitude du groupe parlementaire fut toujours en parfait accord avec la politique générale du Parti ? A ceux qui en douteraient encore il nous suffira de rappeler qu'à la réunion du groupe parlementaire qui précéda le Congrès de Tours, les quelques députés communistes présents, Aussoleil, Maurel, Morucci, Lévy reconnurent que l'action du groupe avait réuni l'unanimité des députés socialistes et qu'elle s'était toujours inspirée du programme du Parti et des résolutions de ses Congrès.

Enfin, il n'est pas inutile d'apprendre à tous ceux qui l'ignorent qu'avec le nouveau groupe parlementaire l'irritante question du versement de la cotisation de ses membres à la caisse centrale du Parti a été résolue tout de suite. Tous nos députés s'acquittent régulièrement de cette obligation.

En ce qui concerne la propagande dans le pays, c'est à l'initiative du groupe parlementaire qu'on doit l'organisation de tournées de réunions publiques quand il faut appeler les masses populaires à manifester et à revendiquer. En outre, d'une façon permanente il y a, pour répondre aux besoins de la propagande dans tel ou tel département une équipe de deux députés toujours disponibles.

Voilà ce que vos députés, camarades, ont fait.

Où est donc leur indiscipline ?

Elle n'est que dans l'imagination de ceux qui les critiquent toujours et systématiquement.

Leur indiscipline

A notre tour nous nous retournons vers eux, vers les communistes d'aujourd'hui, encore socialistes hier, pour leur dire qu'ils ne sont pas du tout qualifiés pour parler de discipline. Depuis plus d'un an, le but de tous leurs efforts fut de constituer un Parti dans le Parti. Ils organisèrent à Paris un Comité de la IIIe Internationale qui disposa de tous les moyens indispensables pour mener une propagande acharnée dans le Parti et contre le Parti. Pour cela,il lui fallait de l'argent, beaucoup d'argent ; il en eut. Avec cet argent, il lança des feuilles, des revues qu'il fit distribuer gratuitement dans tout le pays ; il eut ses délégués permanents qui parcoururent toutes les Fédérations.

Règlement du Parti, programme du Parti, il les foula aux

pieds ! La seule discipline du Comité de la IIIe Internationale fut son bon plaisir, sa libre volonté.

Il fonda à Lille un Comité de la IIIe Internationale avec des socialistes et des anarchistes notoires. Immédiatement, le noyautage du Parti et des Syndicats se pratiqua dans le Nord. Et ce sont ceux qui se livrent à cette besogne de division ouvrière et socialiste qui ont l'impudence, ou l'inconscience, de nous reprocher notre indiscipline !

Si vous voulez bien, camarades, parlons un peu de la discipline qu'ils pratiqueront demain. Bien entendu, il s'agit de la discipline qu'impose le Parti communiste à ses membres ; elle doit être (voir 12e condition) « une discipline de fer confinant à la discipline militaire ».

La guerre aux Syndicats

A l'égard de l'organisation syndicale, par exemple, qu'exige cette discipline militaire de fer ?

Ecoutez l'interprétation doucereuse et mensongère qu'en donnait F... l'autre dimanche dans une réunion à Paris : « Nous sommes loin de vouloir domestiquer les organisations syndicales. Nous souhaitons seulement qu'il y ait accord entre l'organisation politique et l'organisation syndicale puisqu'aussi bien toutes deux font la même besogne ».

Ainsi donc, d'après F..., le Parti Communiste désire simplement l'entente avec les syndicats. Quel est donc le socialiste qui ne la veut pas ? Dans le Nord, l'accord pour l'action entre le Parti et les Syndicats existe depuis longtemps ; on le trouve à l'origine même du socialisme dans notre région. Mais ce n'est pas de cet accord que veut le Parti communiste. Quand il tient le langage de F..., il cherche purement et simplement à tromper les ouvriers.

Ce qu'exige le Parti Communiste de ses membres à l'égard de l'organisation syndicale, nous le trouvons dans les 9e et 10e conditions. Elles ont déjà été reproduites, mais dans l'intérêt même de la discussion, qui est de faire toute la lumière sur les obligations de l'Internationale communiste, nous estimons qu'il est nécessaire d'en donner le texte complet. Le voici :

9e *Condition : « Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persé-*

vérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du centre. Les noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti ».

Ce texte clair n'est pas susceptible de deux interprétations honnêtes différentes. *Moscou veut dire et dit* que tout Parti communiste doit porter la guerre à l'intérieur des syndicats contre tous les éléments qui ne sont pas communistes. Il est certain que la conséquence de cette action, déjà commencée, sera de porter gravement atteinte à l'organisation syndicale. La conquête communiste des syndicats a été activement menée ces derniers temps dans le département de la Seine ; le premier résultat constaté est que les syndicats ont fondu comme du beurre au soleil. De plus en plus le patronat de la Seine trouve devant lui les organisations à étiquette révolutionnaire qui le laissent bien tranquille car elles sont inoffensives. Elles crient très fort, mais elles ne font de mal ni au patronat, ni à la réaction.

La division dans l'Internationale

10e *Condition* : « *Tout Parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'Internationale des Syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Il doit répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rupture avec l'Internationale jaune d'Amsterdam. Il doit par contre concourrir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale communiste* ».

Après avoir vidé les syndicats de leurs membres non communistes, c'est-à-dire après les avoir réduits à l'état de squelette, le Parti communiste doit s'acharner à diviser l'Internationale Syndicale qualifiée de jaune pour les besoins de la cause. Et puisque la Confédération générale du Travail s'est mise en travers pour défendre l'Internationale à laquelle elle adhère, le Parti Communiste, sans hésiter, est parti en guerre contre la Centrale syndicale française. Dans sa triste besogne il a reçu une aide inattendue : le tribunal correc-

tionnel de la Seine vient de prononcer la dissolution de la C. G. T. Pour Moscou elle est une organisation jaune, pour la bourgeoisie française elle est jugée si dangereuse que sa justice la supprime. Malgré l'un et l'autre, la C. G. T. vivra et elle continuera de représenter à l'Internationale d'Amsterdam le prolétariat de France organisé syndicalement.

S'il plaît aux communistes, pour la plus grande joie du patronat et de la réaction de persévérer dans leur œuvre néfaste de division ouvrière, les socialistes continueront de défendre de toute leur énergie l'unité nationale et internationale du prolétariat.

En agissant ainsi, ils ne respecteront pas la discipline imposée par les 9e et 10e commandements de Moscou, c'est entendu, mais ils resteront fidèles à la tradition socialiste qui est d'organiser — et non de désorganiser — les travailleurs sur tous les terrains pour le bon combat contre la bourgeoisie et le Pouvoir.

IV

Votre devoir

Nos camarades socialistes sont maintenant informés et fixés. Ils se trouvent, à la suite d'un Congrès de Tours, devant deux partis : l'un, le Parti Socialiste, section française de l'Internationale ouvrière qui sera bientôt reconstituée à Vienne. Le Parti Socialiste n'est autre que celui qui fut fondé en France, en 1905, et dont les premiers artisans ont nom Jaurès, Guesde, Vaillant. A ce Parti que vous connaissez bien, avec lequel vous avez bataillé et qui compte les militants qui représentent avec le plus d'autorité le Socialisme, à votre vieux Parti, enfin, vous maintiendrez votre confiance, votre fidélité, votre adhésion.

L'autre, le Parti communiste, est un parti nouveau qui, sous prétexte de Révolution va aveuglément aux aventures et s'acharne à détruire sur son passage, non pas l'ordre capitaliste, mais toutes les organisations ouvrières et socialistes, fruit, dans le Nord, de plus de 40 années de patients et pénibles efforts. Pour cette œuvre monstrueuse de démolition il appelle à son aide les anarchistes.

Il est jugé, il ne vous trompera pas.

EN 1929

Les Partis Socialiste et Bolcheviste

Les lignes ci-dessus ont été écrites au lendemain du Congrès de Tours. A ce moment, le parti dit communiste français comptait 150.000 adhérents ; il entraînait derrière lui une fraction considérable du prolétariat, il portait en lui l'espoir de masses ouvrières qui croyaient aller directement et rapidement à la révolution mondiale.

Le Parti Socialiste, lui, n'était plus, disaient dédaigneusement les chefs du parti nouveau, qu'un état-major sans troupes. A la vérité, si l'on s'en tenait aux chiffres donnant les forces respectives des deux partis, tels qu'ils sortaient du Congrès de Tours, le vieux Parti Socialiste ne devait plus compter que 30.000 membres environ dispersés dans des fédérations et des sections qu'il fallait reconstituer complètement. Pour lui, tout était à refaire ; et son infériorité était d'autant plus marquée, qu'il se trouvait, à ce moment critique de sa vie, dépossédé de son journal *l'Humanité* et presque sans argent.

En résumé, au début de l'année 1921, il y avait, du côté bolcheviste, la masse des adhérents, l'espérance en l'avènement politique prochain du prolétariat, cet instrument puissant d'action et de propagande qu'est un quotidien et des ressources financières illimitées.

Du côté socialiste, il n'y avait plus que le petit nombre d'adhérents obligés de lutter sans presse quotidienne centrale et n'ayant, pour toutes ressources, que les cotisations des membres et des élus législatifs.

Pardon ! Il y avait encore autre chose : la conviction, chez tous, que nous étions seuls à continuer le grand Parti Socialiste fondé en 1905 et que nous reprenions, malgré les diffi-

cultés énormes de l'heure, l'œuvre de Jaurès, de Guesde, de Vaillant. Nous étions pauvres, mais confiants et résolus à accomplir tout notre devoir.

Aujourd'hui — Juillet 1929 — quel est l'état des deux partis ?

Le voici en peu de mots.

Le parti bolcheviste, malgré tous les moyens dont il dispose, ne compte certainement plus 30.000 membres cotisants. Sa vie factice ne se prolonge que par l'emploi de procédés dont nous parlerons. S'il en était réduit à l usage de ses propres forces, depuis plusieurs années il aurait disparu de la scène politique et il ne nuirait plus au mouvement ouvrier socialiste.

Le Parti Socialiste, dès 1921, réagit vigoureusement. Il en appela constamment à l'esprit de sacrifice de ses militants. Il s'affirma, dans toutes les élections, avec son programme, avec ses hommes. Il alla de progrès en progrès sans jamais reculer. Son développement fut si rapide qu'il est parvenu à posséder d'abord un grand quotidien *Le Populaire,* puis, tout récemment, un magnifique immeuble où sont installés ses services et ceux du journal. Son influence dans le pays et au Parlement est grande et il peut envisager l'avenir avec une entière confiance.

Comment s'explique la dégringolade du parti bolcheviste né à la fin de 1920 ?

En en exposant les raisons ou les causes, on verra apparaître, très nettement, les différences fondamentales qu'il y a entre les deux partis qui ne peuvent vivre qu'à la condition d'avoir avec eux une fraction importante du prolétariat, ou encore une forte partie de l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes. Ces différences ont cependant été établies, étalées pourrions-nous dire, avant le Congrès de Tours et au cours des débats, à propos des 21 conditions imposées pour adhérer à l'Internationale bolcheviste. A cette époque, on ne nous comprenait pas, on ne nous croyait pas. Il fallait l'expérience douloureuse, les faits, les actes, leurs conséquences pour ouvrir enfin les yeux et les intelligences.

Organisation démocratique et organisation dictatoriale

Ce qui distingue le parti dit communiste de tous les partis ouvriers socialistes, c'est qu'il ne se dirige pas lui-même. Il

est dirigé, commandé. Les hommes qui sont à la tête et qui siègent à Moscou ont la mission de penser pour tout le parti international et de prendre des décisions que les fractions nationales doivent appliquer. Surtout, il leur est formellement interdit, ainsi qu'aux adhérents, de les discuter. On ne discute pas un ordre, on s'incline et on l'exécute. Ceux qui s'y refusent ne peuvent évidemment pas rester plus longtemps dans le parti.

Cette façon de comprendre l'organisation est en opposition absolue avec la méthode adoptée dans l'Internationale ouvrière socialiste.

Dans notre Parti Socialiste, par exemple, le programme, la tactique sont sortis des discussions dans les sections locales qui sont à la base de l'organisation, dans les fédérations départementales, dans les Congrès nationaux. Les résolutions prises par ces derniers sont les résultats de la consultation de tous les membres du parti. Notre organisation repose, par conséquent, sur une base démocratique, puisque chaque adhérent est appelé à donner son avis et influe, ainsi, sur la décision qui sortira du Congrès.

Dans le parti bolcheviste, c'est exactement le contraire. Les dirigeants de l'Internationale n° 3 décident pour tout le monde et les adhérents n'ont qu'à obéir. La dictature y sévit donc dans toute sa rigueur.

Quand on connaît un peu l'histoire du socialisme russe, on sait que cette étrange façon de comprendre le fonctionnement de l'organisation ne date pas du coup d'Etat bolcheviste qui mit fin à la période démocratique de la révolution russe ; elle remonte à l'origine même du mouvement socialiste en Russie et elle est apparue dès qu'on voulut l'organiser sérieusement.

En Août 1903 se tint à Londres le deuxième Congrès du Parti social-démocrate russe, dont le but était de donner aux groupes une unité de vues théoriques et d'action. Tout alla bien tant qu'il ne fut question que du programme et même de la tactique. Mais, dès qu'on aborda l'organisation du parti, les divergences apparurent profondes. Tandis que les uns, avec Martow, Axelrod voulaient ouvrir le parti aux ouvriers conquis par le socialisme, les autres, avec Lénine, voulaient créer un parti qui aurait été dirigé par des révolutionnaires de « profession » qu'on ne pouvait trouver que

chez les intellectuels. Lénine, sur ce point, essuya un échec, mais il parvint à faire entrer dans la rédaction du journal du parti *l'Iskra* (l'Etincelle), une majorité de ses partisans. Dès ce moment, la tendance léniniste était créée et elle devait régner sans conteste dans le nouveau parti bolcheviste.

Cette conception d'un parti prolétarien, dirigé dictatorialement par un comité placé à sa tête, ne pouvait naître et se répandre que dans le pays sur lequel s'exerça la longue dictature du tzarisme et où le peuple resta plongé dans l'ignorance. Par contre, elle ne pouvait se développer dans les pays d'Europe où le capitalisme a formé un prolétariat nombreux ayant depuis longtemps la pratique de l'organisation selon des règles démocratiques, c'est-à-dire basée sur l'égalité des droits des adhérents dont la volonté fait loi pour toutes les décisions.

La méthode bolcheviste imposée au parti communiste l'a obligé, d'abord, à changer complètement son organisation. Encore une fois, ce n'est pas lui qui en eut l'idée, c'est la direction siégeant à Moscou qui lui ordonna de calquer son organisation sur celle de la Russie prise comme modèle.

A la place de la section locale formée des adhérents de la commune, il y a ce qu'on appelle des « cellules d'entreprises ». Chaque entreprise industrielle, commerciale, financière, agricole doit avoir sa cellule groupant les adhérents y travaillant. L'ensemble des cellules d'une région forme le « rayon ».

Le bouleversement apporté dans l'organisation par ces modifications forcées, imposées, fut tel que le parti perdit de nombreux membres.

Autre épreuve : le front unique

Dans le courant de 1922 il fut soumis à une nouvelle épreuve. Le Comité Exécutif de Moscou, constatant que les partis socialistes opposaient partout une résistance victorieuse aux efforts de division et de destruction du patri bolcheviste, inventa la nouvelle tactique du « front unique » en vue d'atteindre ses fins diaboliques. Cette tactique consistait à se rapprocher des vieilles organisations socialistes et syndicales sous le prétexte de combattre, soit une politique de réaction et de guerre, soit pour l'obtention d'une réforme. Mais la vraie raison de ce rapprochement était de prendre

contact avec les masses qui persistaient à rester fidèles à leurs organisations de classe et à leurs doctrines, pour frapper plus sûrement et en plein combat commun les « chefs » qu'il fallait abattre à tout prix.

Tout d'abord, la tactique du « front unique » ne fut pas ainsi comprise en France. L'esprit des adhérents n'était pas encore perverti ; dans leur bonne foi, ils ne virent que l'entente à rechercher avec les socialistes « traîtres » et ils refusèrent de se conformer aux instructions reçues. Quoi ! Marcher la main dans la main avec les chefs socialistes, ces « agents déterminés de la bourgeoisie », suivant le télégramme de Zinoview, jamais ! La résistance était générale.

C'est alors qu'à l'approche du IVe Congrès de l'Internationale communiste qui devait se tenir en novembre 1922, la fraction française se réunit en octobre. Là, le secrétaire général du parti tint le langage suivant à ceux qui ne comprenaient pas encore les raisons cachées de la nouvelle tactique :

« *Faut-il nous obstiner ? Essayer de dresser encore une fois notre parti, chauffé à blanc, contre la tactique du front unique ? Et puis, quand nous aurons développé en lui un état d'esprit capable de le porter à une plus grande résistance contre les décisions — hors de doute dès maintenant — du IVe Congrès mondial, quelle position prendrions-nous ? Nous dirons : Eh bien, soit ! Le Congrès a parlé. Inclinons-nous ! Ah ! camarades, dans quelles conditions nous inclinerions-nous au lendemain de ce Congrès mondial dont nous sommes disposés, dès à présent, à enregistrer, à appliquer les décisions, si nous ne nous préparions pas, dès maintenant, à en rendre l'application aisée, comme le commandent les intérêts de notre parti ?* »

Le langage tenu par le secrétaire général est celui d'un homme qui n'est pas convaincu de l'excellence de la tactique imposée par Moscou, mais il dit : il est évident que nous serons obligés de nous incliner quand le IVe Congrès aura décidé. Or, nous savons bien, avant même qu'il se réunisse, ce qu'il décidera. Donc, inclinons-nous tout de suite, cela vaudra beaucoup mieux. C'est ce que fit le Congrès français.

Il faut bien reconnaître que dans son travail préparatoire, le secrétaire général avait été aidé sérieusement par Albert Treint qui avait immédiatement compris, lui, ce que devait

être le « front unique » et ce que son parti espérait en obtenir. Il en donna une définition rigoureusement exacte que le Parti Socialiste reproduisit dans tous ses journaux. La voici :

« *Nous nous rapprochons des chefs réformistes, c'est entendu, chaque fois qu'il s'agit d'une action précise, puis, l'action terminée, nous nous en éloignons ; nous nous rapprochons et nous nous éloignons d'eux alternativement, comme la main se rapproche et s'éloigne de la volaille à plumer.* »

La volaille socialiste, avertie, refusa de se laisser plumer.

La mise en garde fut générale dans toutes nos fédérations, aussi les dupes furent-elles rares.

L'interprétation que nous donnions de la tactique du « front unique », malgré les dénégations et les protestations hypocrites des dirigeants français, ne tarda pas, d'ailleurs, à recevoir sa confirmation du IVe Congrès communiste lui-même.

Zinoview, parlant en sa qualité de président, dit dans son discours :

« *Chacun de nous se laisserait plutôt couper les bras que de conclure une alliance avec les plus grands traîtres de la classe ouvrière...*

Au moment où l'Internationale communiste doit devenir une organisation universelle et centralisée du prolétariat, où une grande campagne doit être menée contre la IIe Internationale au moyen de la tactique du front unique, une discipline de fer, ou, tout simplement, une discipline prolétarienne devrait régner dans nos rangs. »

A la séance du 17 novembre, Radeck justifie à son tour la trouvaille des dirigeants bolchevistes dans les termes que voici :

« *Nous allons être pour la tactique du front unique aussi longtemps que nous serons les plus faibles.* »

En fin de compte, le Congrès prit la décision suivante :

« *Le IVe Congrès de l'Internationale communiste sanctionne tout particulièrement la tactique du front unique, telle qu'elle fut formulée par l'Exécutif dans les directives indiquées en Décembre 1921 et dans les autres documents produits par l'Exécutif sur cette question.* »

Cette décision, d'une limpidité d'eau de roche, nous permet de faire les remarques suivantes :

1° La nouveauté qu'était la tactique du front unique fut inventée par le Comité Exécutif de Moscou, puis imposée, avec forces directives, à tous les partis adhérents ;

2° Le Congrès International réuni un an après, en 1922, ne fit qu'approuver ce qu'avait fait le Comité Exécutif tout puissant.

Désormais, le parti bolcheviste français était dompté et il se fit pardonner sa courte résistance en proposant au Parti Socialiste, à propos de tout et de rien, le « front unique ».

Le Parti Socialiste ne se contenta pas de répondre : Eloignez de moi ce calice. Il ne cessa de démasquer les manœuvres répétées que cachait chacune de ces nombreuses propositions, et il fit la preuve que ce que voulait le parti dit communiste, ce n'était pas l'union des prolétaires que nous, socialistes, nous poursuivrons inlassablement jusqu'à ce que nous l'ayons atteinte par l'unité organique, mais leur division, toujours plus profonde dans sa haine de toutes les organisations ouvrières et socialistes.

LA MANŒUVRE
« CLASSE CONTRE CLASSE »

Notre résistance fut si efficace partout que le Comité dictatorial de Moscou fut obligé de trouver autre chose. Ce qu'il découvrit, ce fut le « front unique » perfectionné, c'est-a-dire aggravé par ses conséquences pour l'ensemble des travailleurs. Il imposa à tous les partis dits communistes la tactique « classe contre classe ».

Si les socialistes disparus avant la division revenaient parmi nous, ils se feraient certainement cette réflexion toute naturelle : classe contre classe ? mais, cela va de soi, puisque cela ne peut signifier qu'une chose : prolétariat contre bourgeoisie. Aussi, quelle serait leur stupéfaction quand ils apprendraient que, pour le parti bolcheviste, ce vieux mot d'ordre socialiste aboutit précisément au contraire, c'est-à-dire à la lutte d'une fraction du prolétariat contre une autre fraction, au risque de faire le jeu de la bourgeoisie.

Qu'importe ! les dirigeants de l'Internationale moscovite, se moquant des conséquences, ont imposé cette tactique folle qu'après une courte résistance le parti français employa docilement aux élections législatives d'avril 1928.

Tandis que le Parti Socialiste décidait, ainsi qu'il en avait le devoir de présenter partout des candidats porteurs de son programme, et de faire au second tour tout son possible pour battre les hommes de réaction, le parti bolcheviste décidait de maintenir ses candidats dans toutes les circonscriptions en ballottage.

« Classe contre classe » ! Seul le parti bolcheviste représente et défend les travailleurs ; tous les autres partis, depuis celui du haut patronat, étiqueté républicain, jusqu'au Parti Socialiste, sont des partis également bourgeois et, à ce titre, doivent être également combattus. Le Parti Socialiste est même plus dangereux que les autres, si réactionnaires soient-ils, parce qu'il trompe encore de nombreux travailleurs. Par conséquent, contre lui, la lutte à outrance !

Voilà l'explication de la tactique prétendue révolutionnaire « classe contre classe ». Tactique qui n'avait de révolutionnaire que le mot, qui n'était ouvrière qu'en phrase, mais qui, en fait, devait diviser suffisamment les masses électorales travailleuses pour servir admirablement les intérêts de la bourgeoisie et de la réaction. C'est ce qui se produisit.

Aux élections législatives

Les élections législatives d'avril 1928 eurent lieu dans des conditions générales tout à fait défavorables au socialisme.

Cependant, à tous les échelons du parti l'activité fut telle, les militants firent preuve d'un tel dévoûment que les résultats furent les plus beaux que nous ayions enregistrés en France. Au premier tour, nous réunissions un total, jamais atteint jusqu'alors, de 1.700.000 voix. Les deux tours nous donnaient un total de cent députés, numériquement égal à celui de la législature précédente.

Oui, mais il aurait pu être de 130 députés si la tactique insensée du parti bolcheviste n'avait assuré l'élection d'une cinquantaine de candidats du haut patronat et de la réaction. Voici des chiffres, pour quelques circonscriptions, qui l'établissent indiscutablement :

PARIS

10e Arrondissement (1re circonscription)

André Payer, Union Nationale .... 7.712 ELU
Groussier, S. F. I. O. 5.833
Alloyer, communiste 1.904

18e Arrondissement (1re circonscription)

Edouard Bussat, U. N. .... 8.427 ELU
Montagnon, S. F. I. O. 7.433
Touzet, communiste 2.674

BANLIEUE

Sceaux (7e circonscription

Nomblot, U. N. .... 7.542 ELU
Longuet, S. F. I. O. 6.126
Lacour, communiste 2.914

ARDENNES

Mézières (1re circonscription)

Riché, cons. gén., U. N. .... 8.598 ELU
Jevais, c. g., S. F. I. O. 8.592
Mayer, communiste 1.879

BOUCHES-DU-RHONE

Marseille (5e circonscription)

Honnorat., U. N., ... 4.369 ELU
Antoni, S. F. I. O. 4.235
Morucci, communiste 1.287

EURE

Evreux (1re circonscription)

Lauvray, U. N. .... 7.139 ELU
Reinhold, S. F. I. O. 7.031
Blavier, communiste 197

HAUTE-GARONNE

Toulouse (2e circonscription)

Beluel, U. N. .... 9.671 ELU

Ellen Prévôt, S. F. I. O. 9.325
Bergé, communiste 1.094

ISERE

Vienne (1re circonscription

Payen, U. N. .... 8.440 ELU
Hussel, S. F. I. O. 8.283
Berlioz, rédacteur à l'*Humanité,* communiste 900

NORD

Lille (7e circonscription)

Liermann, U. N. .... 12.363 ELU
Briffaut, député sortant, S. F. I. O. 11.875
Dubled, communiste 1.985

Lille (8e circonscription)

Destailleur, U. N. .... 11.408 ELU
Lebas, dép. s., S. F. I. O. 11.152
Bonte, communiste 2.682

Valenciennes (2e circonscription)

Millot, U. N. .... 9.738 ELU
Couteaux, dp. sor. S. F. I. O. 8.579
Jacob, communiste 6.533

Cambrai (1re circonscription)

Delmotte, U. N. .... 12.254 ELU
Beauvillain, dép. s., S. F. I. O. 10.854
Delcroix, communiste 2.014

Cambrai (2e circonscription)

Deligne, U. N. .... 11.076 ELU
Plet, dép. s., S. F. I. O. 9.279
Sautière, communiste 1.907

Dunkerque (1re circonscription)

Coquelle, U. N. .... 11.539 ELU
Valentin, S. F. I. O. 10.332
Barra, communiste 2.604

SAONE-ET-LOIRE

Mâcon

Jacoulot, U. N.	10.504	ELU
Théo-Bretin, dép. sort., S. F. I. O.	9.892	
Barrat, communiste	956	

SEINE-ET-MARNE

Melun

Cravoisier, U. N.	8.650	ELU
Chaussy, dép. s., S. F. I. O.	8.567	
Matéo, communiste	658	

SEINE-ET-OISE

Pontoise (3e circonscription

G. Ballu, U. N.	6.843	ELU
Gérard, S. F. I. O.	4.351	
J. Leblanc, communiste	3.460	

SOMME

Abbeville (2e circonscription)

Des Lyons de Feuchin, U. N.	7.760	ELU
Mailly, S. F. I. O.	7.622	
Beaurain, communiste	490	

HAUTE-VIENNE

Limoges (1re circonscription)

Basset, U. N.	11.649	ELU
Dubaut, adj. au maire de Limoges, S. F. I. O.	11.613	
Perrin, communiste	4.704	

Le lendemain du second tour de scrutin, le 30 Avril 1928, M. Maurice Pujo pouvait écrire, en commentant les résultats dans le journal royaliste *l'Action Française* :

« *La consigne donnée par Moscou a fait le salut de beaucoup de candidats de l'ordre. C'est grâce à elle, on peut le dire, que M. Poincaré pourra espérer retrouver une majorité.* »

Dans *La Croix,* M. Jean Guiraud faisait la même constatation :

« *La tactique communiste a favorisé très nettement, en de nombreuses circonscriptions, les candidats modérés. Si, au lieu de se maintenir au second tour les uns contre les autres, socialistes et communistes avaient fait bloc, les résultats généraux eussent été tout différents.* »

C'est l'évidence même. On peut dire que si la politique bourgeoise que représente M. Poincaré a une majorité à la Chambre, on le doit au parti dit communiste qui a fait élire une cinquantaine de parfaits réactionnaires contre des socialistes et des radicaux. Le cabinet actuel de M. Poincré disposant d'une majorité ordinaire de 70 voix environ, c'est la folie bolcheviste qui l'a produite. Si la raison et une compréhension exacte des intérêts ouvriers avaient dominé dans ce parti qui prétend sottement en monopoliser la défense, au lieu d'une Chambre en majorité réactionnaire, nous en aurions une avec une majorité de gauche.

C'est bien ce que craignait le grand journal bourgeois *Le Temps* qui, dans son numéro du 24 Avril, c'est-à-dire deux jours après le premier tour, rappelait les communistes à leur tactique dont il espérait, pour sa classe, d'heureux résultats dans les termes que voici :

« *Les communistes ont déclaré, avant le 22 Avril, que partout ils maintiendraient leurs candidatures. Cette déclaration solennelle, s'ils ne gardaient pas la même attitude après le 22 Avril, apparaîtrait comme une rodomontade. Ils ne peuvent même pas jouer au prétendu « péril réactionnaire ». Il n'y a pas de péril réactionnaire... Ils ne peuvent se désister en faveur des socialistes après la guerre qu'ils leur font. Liés par leur engagement, ils ne peuvent que l'observer. Que dirait Moscou qui déjà leur reproche d'être trop tièdes, trop accomodants avec les socialistes ?* »

Ainsi donc *Le Temps* osait dire clairement aux bolchevistes : nous comptons sur vous, n'est-ce pas, pour arrêter la marche en avant du socialisme. Le péril réactionnaire ne peut vous inquiéter, pour cette bonne raison qu'il n'existe pas !

Ne trouvez-vous pas admirable ce rappel au devoir que, dans sa peur, l'organe de la bourgeoisie française adressait aux chefs bolchevistes ?

Une tentative de révolte

A la vérité, il faut reconnaître que, dès le lendemain du premier tour, quand on fut devant les résultats, certains communistes furent effrayés des conséquences que devait avoir la tactique du maintien des candidats de leur parti au scrutin de ballottage, et ils firent tout leur possible pour obtenir l'autorisation d'y déroger. Ils déléguèrent à Berlin Renaud Jean et Doriot qui eurent un entretien avec Manouilsky, représentant du Comité Exécutif de Moscou.

Renaud Jean montra le péril que courrait le parti communiste en maintenant ses candidats au second tour. Et, devant l'attitude inflexible du chef moscovite, il lui dit que, dans ces conditions, il n'avait plus qu'une chose à faire pour être entendu et compris : se rendre à Moscou même où il parlerait aux maîtres. Mais il s'attira cette réplique de Manouilsky :

« *Vous ne partirez pas pour Moscou. L'ambassadeur vous refusera le visa d'entrée en Russie. Vous n'avez plus qu'à rentrer à Paris et à exécuter les ordres donnés.* »

C'était on ne peut plus net : Exécutez les ordres que nous vous avons donnés !

Ces ordres furent exécutés à la lettre et c'est ainsi que la réaction bourgeoise et cléricale fit élire, au second tour, une cinquantaine de ses candidats contre des candidats socialistes et radicaux.

La tactique communiste aux élections municipales

Même tactique honteuse et anti-révolutionnaire aux élections cantonales d'Octobre 1928.

Mais les résultats escomptés par Moscou et la réaction ne furent plus aussi graves. C'est que les avantages retirés par les ennemis des travailleurs au scrutin de ballottage des élections législatives avaient fait réfléchir de nombreux électeurs qui avaient encore voté pour les candidats communistes au second tour. Quand ils s'aperçurent, un peu tard, qu'ils avaient assuré l'élection du réactionnaire, ils regrettèrent leur acte et se promirent de ne plus recommencer. D'où la baisse très sensible de voix des candidats communistes aux élections cantonales et aux élections municipales de mai 1929.

Cette dure leçon n'aurait certainement pas été perdue pour le parti communiste français s'il avait été maître de ses décisions, s'il s'était déterminé librement. Mais, voilà ! ce parti est un parti asservi qui reçoit des ordres d'en haut et les exécute.

On en eut une preuve de plus quand il s'est agi de la préparation des élections municipales dernières.

L'Humanité du 2 Mars 1929 nous apprenait ce que serait la tactique du parti communiste à cette occasion. Dans la résolution adoptée par le Comité National, on lit :

« *Au cours de la campagne électorale, le parti développera son action de front unique sur la base des conditions suivantes : création et soutien des comités d'usine dans les entreprises de la localité ; le comité d'usine étant la principale force permanente du front unique... Les listes du parti communiste ou du bloc ouvrier paysan sont présentées au deuxième comme au premier tour contre tous les partis, suivant la tactique du parti déjà appliquée aux élections législatives et conformément aux directives du IVe Congrès sur le renforcement de la lutte contre le Parti Socialiste qui est devenu un parti ouvrier-bourgeois... Le parti repousse toute idée de liste commune au deuxième comme au premier tour, entre le parti communiste et le Parti Socialiste ou tout autre parti.* »

Et, comme si ce texte n'était pas encore assez net en ce qui concerne la lutte à engager contre le Parti Socialiste aux élections municipales, le manifeste-programme du parti communiste publié dans l'*Humanité* du 31 Mars répète :

« *Le parti communiste mènera sa campagne en pleine indépendance contre tous les partis de la bourgeoisie, y compris le Parti Socialiste,* »

et apporte cette précision importante :

« *Le parti communiste ne fera de propositions de front unique ni à la direction du Parti Socialiste, ni aux sections locales de ce parti.* »

Ceci est une nouveauté qui mérite d'être souligné, car nous devons y voir une modification de la tactique du « front unique ». Jusqu'alors, les propositions de cet ordre étaient adressées au Parti Socialiste (Congrès, Commission Administrative permanente, Fédérations ou Sections) qui les avait

toujours écartées, il est vrai. Cette fois, à qui donc seront-elles faites ? Aux ouvriers eux-mêmes, que le parti bolcheviste invitera à constituer des comités d'usine considérés comme « la principale force permanente du front unique ».

Nouvelle manœuvre qui n'eut pas plus de succès que la précédente, mais qui met à jour la pensée directrice des chefs du bolchevisme qui veulent atteindre, non seulement le Parti Socialiste, mais aussi les syndicats ouvriers.

Contrairement à nous, socialistes, qui voyons dans le Syndicat la force permanente des travailleurs pour mener la lutte contre le patronat, les bolchevistes dressent à côté du Syndicat et contre lui des comités d'usine où ils s'efforceront de faire entrer leurs hommes chargés d'appliquer leurs mots d'ordre.

Nous reviendrons plus loin sur ce moyen de division ouvrière, quand nous examinerons les dernières méthodes du Comité de Moscou, imposées pour détruire les syndicats ouvriers.

Donc, le parti bolcheviste, une fois de plus, fait savoir qu'il exécutera l'ordre reçu : aux élections municipales il combattra avec acharnement le Parti Socialiste dénommé, pour la circonstance, parti ouvrier-bourgeois.

Cette fois, il faut bien le dire, sa tentative renouvelée de frapper notre parti et de servir ainsi la réaction échoua d'une façon générale. Malgré tous ses efforts, il ne put nous empêcher de conserver presque toutes nos conquêtes de 1925, augmentées de nombreuses autres faites dans de petites villes et, surtout, dans de petites communes. Nous avons pu dire, avec raison, que le Parti Socialiste a remporté aux élections municipales de mai dernier une grande victoire dans l'ensemble du pays.

Par contre, le parti dit communiste a essuyé un double échec : échec de fait, échec moral. Partout son nombre de voix a été très inférieur à celui des élections législatives d'avril et à celui des élections cantonales d'octobre 1928.

Les pertes sensibles qu'il fit s'expliquent simplement par le refus des travailleurs qui avaient voté pour lui en avril, de le suivre dans une tactique de trahison de la classe ouvrière dont la réaction est seule bénéficiaire.

A Paris, cependant, place forte du bolchevisme, elle produisit encore ses néfastes effets. Au cri de « classe contre

classe » ! elle fit élire les candidats réactionnaires dans quelques arrondissements ainsi que le montrent les résultats du scrutin de ballottage que voici :

5e Arrondissement (Saint-Victor)

Lebecq, U. N.	2.242	ELU
Gayot, rép.-soc.	2.240	
Le Houé, communiste	391	

14e Arrondissement (Petit-Montrouge)

Pinelli, U. N.	3.509	ELU
Augis, rad.-soc.	3.497	
Jégou, communiste	755	

17e Arrondissement (Les Epinettes)

Fourès, U. N.	4.886	ELU
Copigneaux, rép.-soc.	4.818	
Costes, communiste	1.978	

18e Arrondissement (Clignancourt)

Constant, U. N.	8.496	ELU
Dherbécourt, S. F. I. O.	8.146	
Lambert, communiste	3.249	

20e Arrondissement (Saint-Fargeau)

Dr Besson, U. N.	1.747	ELU
Téveneau, S. F. I. O.	1.324	
Fleury, communiste	1.280	

La conséquence de cette tactique persévérante de folie criminelle, ce fut de donner à la bourgoisie réactionnaire de Paris la majorité au Conseil Municipal. Paul Faure pouvait écrire dans « *Le Populaire* » du 5 Juin : « Moscou a livré Paris à la réaction ! »

Collusion communo-autonomiste

Autre fait à souligner, car il dépeint bien l'état moral du parti bolcheviste.

Le Comité national avait pris une résolution disant : « Le « parti repousse toute idée de liste commune, au deuxième

« comme au premier tour, entre le parti communiste et le « Parti Socialiste ou tout autre parti. »

Il est vrai que les dirigeants ne permirent aucune entente avec le Parti Socialiste contre lequel tous les coups étaient dirigés, mais des ententes furent admises avec la pire réaction, celle qui sévit en Alsace et en Lorraine. Nous ne voulons donner, comme preuve, qu'un document de provenance bolcheviste. Jacques Doriot, dans *l'Humanité* du 29 mai 1929, établissait la collusion communo-clérico-autonomiste en des termes évidemment modérés et qui n'en avaient que plus de force convaincante :

« *Les nouvelles diverses qui parviennent chaque jour d'Alsace-Lorraine le montrent clairement. En de nombreux endroits, nos camarades alsaciens-lorrains ont compromis la ligne politique du parti par des alliances suspectes et interdites aux communistes.*

« *A Metz, ils ont consenti à former un cartel avec socialistes et petits bourgeois. A Colmar, ils ont établi une liste proportionnelle avec les partisans de Rossé (le chef autonomiste) et accepté de détenir, des mains des autonomistes, un poste d'adjoint. Quoique nos informations sur Strasbourg soient moins complètes, il semble qu'on a échangé les postes de maire et adjoints entre communistes et autonomistes comme on échange de bons procédés entre amis. Dans des centres moins importants, des faits analogues se sont produits...* »

Dénoncée dès le premier jour par la presse socialiste, l'entente entre les chefs communistes et les chefs cléricaux autonomistes d'Alsace produisit, dans les masses ouvrières du pays, l'effet le plus défavorable pour le bolchevisme. Pour la première fois on voyait les représentants du parti de la révolution mondiale et ceux de la réaction la plus blanche s'unir pour se répartir les fonctions de maire et d'adjoint. Le scandale fut tel que *l'Humanité* ne put conserver le silence et elle fut obligée de publier les lignes que nous avons reproduites.

Mais qu'a fait le Comité Directeur pour prévenir ces faits graves, puis pour en punir les auteurs ? Rien ! Tandis que dans de nombreux départements, il frappa des militants coupables d'avoir facilité l'élection de listes socialistes, en Al-

sace, il fut désarmé contre les membres du parti alliés à l'autonomisme clérical. (1)

Comment voulez-vous que le parti dit communiste, qui fit aussi ouvertement et de façon aussi honteuse le jeu des partis de réaction, puisse conserver longtemps la confiance que des travailleurs ont mise en lui ?

LA GUERRE AUX SYNDICATS OUVRIERS

Jusqu'ici nous avons vu le parti bolcheviste luttant, sur le terrain politique, en apparence contre la bourgeoisie, en réalité contre le Parti Socialiste qui est le plus fort parti du prolétariat, et cherchant toutes les occasions de lui nuire, au risque de favoriser la réaction.

Voyons-le, maintenant, agir sur le terrain corporatif.

Son objectif reste le même : partout où il n'est pas parvenu à être la majorité, il poursuit la destruction de l'organisation syndicale.

Nous avons vu que dans son manifeste électoral municipal il donnait, comme mot d'ordre, la constitution de « comités d'entreprise », forme de front unique, chargés de présenter les revendications ouvrières aux patrons, de constituer les comités de grève, en un mot de diriger tout le mouvement ouvrier corporatif en dehors des syndicats et contre eux.

Bien entendu, ce mot d'ordre a été envoyé par le Comité Exécutif de Moscou, non seulement au parti français, mais à toutes les sections de l'Internationale bolcheviste.

Pour rester dans les limites d'une brochure de propagande, nous ne voulons exposer que l'action et les méthodes du parti français, cependant, pour montrer que la tactique de ce dernier est toujours imposée par l'autorité suprême, il est intéressant de faire connaître un document que publia, le 23

---

(1) **Le scandale de l'alliance** communo-autonomiste vient d'obliger le comité directeur d'intervenir sous la forme d'une délégation. Mais les bolchevistes alsaciens persistent dans leur politique d'alliance avec la réaction cléricale qui avait d'ailleurs, antérieurement, l'approbation des comités de Moscou et de Paris.

Février dernier, l'organe hebdomadaire de la Fédération générale des syndicats allemands « *Die Gewerkschaftszeitung* » (Journal des Syndicats).

Tout le monde sait que « l'Internationale syndicale rouge » créée par la troisième Internationale, n'est qu'une annexe de cette dernière. Or, vers la fin janvier 1929, une conférence se tint à Berlin, à laquelle assistèrent les « hommes de confiance » du parti bolcheviste, pour leur donner les dernières instructions syndicales. La Fédération des syndicats allemands en eut connaissance et les publia dans sa presse. Voici ce qu'étaient ces instructions qui auraient dû rester secrètes, relatives à la tactique à suivre dans les conflits du travail.

Le Comité de l'Internationale syndicale rouge, s'adressant aux militants communistes leur dit, au sujet de la « préparation des masses aux grèves et lock-outs :

« *Le travail préparatoire d'agitation et de propagande doit être conduit suivant les mots d'ordre : N'espérez rien des bureaucrates syndicaux. Prenez votre sort entre vos mains... Dans cette agitation doit être utilisée toute l'expérience de la trahison des bureaucrates syndicaux au cours des dernières luttes économiques. Au cours de cette période de préparation déjà, il est nécessaire de travailler, dans les réunions et par des conversations particulières, tous les éléments ouvriers, sans-partis, réformistes, anarcho-syndicalistes et catholiques qui doivent être entraînés à la lutte contre les employeurs sur la base de notre tactique autonome, indépendante de la bureaucratie syndicale.* »

« *En cas de menace de grève ou de lock-out l'agitation et la propagande les plus âpres doivent être conduites, dans les masses, contre les comités de grève nommés d'en haut — lisez par les syndicats — et contre les tentatives de la bureaucratie syndicale de confier la direction de la lutte à ces comités.* »

« *Le Comité de grève doit conduire la lutte, entrer en négociations s'il est nécessaire, signer des accords par lesquels il doit être d'avance déclaré que tous les accords conclus par la bureaucratie syndicale n'engageront point les ouvriers.* »

« *Le Comité de grève doit avoir pour tâche de chasser le syndicat réformiste de l'entreprise et de lui arracher la direction de la lutte, pour la prendre en mains.* »

Dans un autre chapitre des instructions, relatif aux « re-

lations entre le Comité de grève et l'appareil syndical », il est ordonné «*que le comité de grève n'ait aucune liaison avec les organismes directeurs des syndicats, que son travail serve à démasquer la bureaucratie syndicale, car, seulement par là, une direction indépendante effective de la grève peut-être obtenue. Par suite, en aucune manière, des représentants officiels des syndicats réformistes ne doivent être admis dans les comités de grève...* »

Ces citations suffisent pour se faire une idée exacte de l'esprit qui anime les auteurs du document contenant, sous la forme d'instructions, les ordres donnés par Moscou aux ouvriers communistes allemands. Avant tout, au cours des luttes que le prolétariat a à soutenir contre le patronat, il faut tenter d'en écarter les syndicats, il faut combattre avec acharnement leurs militants responsables, il faut tout faire pour les détruire. Quant aux conséquences, qui ne peuvent être que malheureuses pour les ouvriers, les dictateurs bolchevistes refusent de les envisager ; ils ne s'en soucient nullement.

Il est sûr que les mêmes instructions ont été envoyées, par le canal du parti communiste français, à la Confédération générale du Travail dite unitaire, ainsi appelée parce que sa raison d'être est de maintenir la division organique du prolétariat de notre pays. Nous en trouvons la preuve dans les multiples tentatives faites, dans le second semestre de 1928 surtout, pour déclancher dans les principaux centres industriels des grèves plus ou moins généralisées.

Où la méthode préconisée par Moscou reçut une application parfaite, ce fut dans la région Lille-Roubaix-Tourcoing où le prolétariat est dense. Une préparation spéciale, particulièrement soignée des masses ouvrières, préluda à un mouvement de grève dont la date, bien entendu, fut fixée, non par les intéressés, mais par des dirigeants inconnus. De mémoire de militant, jamais on ne vit, dans cette grande région où le mouvement ouvrier et socialiste date de près d'un demi-siècle, une pareille débauche d'affiches et de tracts invitant les ouvriers à se préparer à la grève prochaine.

La preuve fut faite, par les militants responsables des syndicats confédérés, que la situation économique du moment était tout à fait défavorable à la grève, que le patronat organisé l'envisageait avec un certain plaisir parce qu'il escomptait une victoire facile. Mais, tout cela ne pouvait pas

arrêter les chefs bolchevistes dans leur campagne de préparation à la grève générale, les secrétaires des syndicats confédérés ne trahissaient-ils pas, une fois de plus, les intérêts ouvriers ?

Voici des chiffres qui permettent d'évaluer les dépenses folles faites par le parti bolcheviste dans sa tentative — qui avorta — de déchaîner une grève. Nous les prenons dans l'*Humanité* du 26 Octobre 1928. Le Comité National de la C. G. T. U. est réuni et il entend la déclaration de Porrey, secrétaire de l'Union régionale des syndicats unitaires, relative à la préparation de la grève dans l'industrie textile du Nord et à l'effort fait : « *Nous avons édité, dit-il, 30.000 affiches et quatre millions de circulaires !* »

Savez-vous à combien on peut évaluer les dépenses faites pour cette montagne d'imprimés? A 300.000 francs au moins.

Ainsi, le parti bolcheviste gaspilla 300.000 fr. en imprimés seulement, sans compter les frais d'entretien de nombreux délégués, pour lancer des ouvriers dans une grève dont ils ne voulaient pas.

SOCIALISME ET BOLCHEVISME

Nous voyons ici, sur le vif, une autre caractéristique de ce parti. De même que c'est sa direction, à Moscou, qui commande tous les grands mouvements, qui donne des ordres que les sections nationales n'ont pas à discuter, mais à exécuter ; de même pour couvrir les dépenses énormes qu'entraîne une méthode aussi dictatoriale, c'est la direction qui paie. Il ne peut pas en être autrement et cela est parfaitement logique.

Oui, mais on se rend compte de ce qu'a de factice le mouvement communiste. Ce n'est pas lui qui s'est donné son mode d'organisation. Ce n'est pas lui qui décide de son action politique, électorale, syndicale. Il ne tire pas de son sein la plupart de ses moyens de vie. Tout cela lui vient du dehors, lui est imposé, lui est donné. De sorte qu'il n'est, en réalité qu'une annexe du parti bolchevik russe.

On est à même maintenant de saisir les différences profondes qu'il y a entre ce parti et le nôtre, adhérent à « l'Internationale ouvrière socialiste ».

Dans l'un, il y a deux catégories bien distinctes de membres : ceux qui sont placés au sommet de l'organisation, dont les pouvoirs sont absolus et dont les décisions font loi pour tous les autres membres. Ici, la dictature sévit.

Dans l'autre, au contraire, les adhérents sont placés sur un pied d'égalité. C'est eux-mêmes qui, de la base au sommet du parti, délibèrent, déterminent son action sur tous les terrains. Ici, la démocratie règne.

Les oppositions ne s'arrêtent pas là ; elles se continuent, elles se prolongent dans l'avenir.

Précisément, pour les établir avec netteté et exactitude, reconnaissons d'abord que ces deux partis ont un caractère commun et un même but final.

Tous deux, en effet, sont des partis ouvriers qui s'efforcent de conquérir les travailleurs. Et c'est à cause de ce caractère commun que l'action de division et de destruction du parti dit communiste est si néfaste aux intérêts de tout le monde du travail.

Tous deux ont le même but final, ainsi que le dit la résolution du Congrès de Toulouse de 1928, puisque tous deux ont pour objectif la socialisation des moyens de production et d'échange, base de la société nouvelle.

Sans doute, on pourrait observer, avec raison, que sur ce point fondamental l'accord n'est pas exempt de divergences. En effet, tandis que pour nous, socialistes, les moyens de production et d'échange à socialiser sont ceux travaillés, mis en valeur par des collectivités ouvrières et possédés par une minorité capitaliste ; pour les communistes à la russe, au contraire, tous les moyens de travail, même ceux exploités individuellement — exemple la petite propriété terrienne — doivent devenir propriété commune. Mais cette réserve ne rompt pas la communauté de but final.

Alors, dira-t-on peut-être, où sont donc les oppositions futures que vous apercevez entre le bolchevisme et le socialisme ?

Elles résident toutes dans le désaccord absolu que nous avons constaté quand nous avons analysé l'organisation et l'action du parti dit communiste, pour lequel une poignée de dirigeants, ou plutôt de dictateurs, ont la mission de penser pour tous les adhérents et la charge de les conduire à l'action par des routes qu'eux seuls ont tracées.

Cette erreur fondamentale du bolchevisme nous la retrouvons quand il s'agit de réaliser le socialisme ou le communisme.

Les deux Partis tendent à conquérir le Pouvoir, c'est-à-dire l'Etat. Mais, tandis que le parti bolcheviste, qui se moque de l'unité ouvrière, ne compte, pour cet acte révolutionnaire, que sur l'action d'une minorité dirigée par les dictateurs du parti, exploitant les circonstances favorables et aussi la misère, l'ignorance des masses, — le parti socialiste marche à la prise du pouvoir en employant d'autres moyens.

Il ne veut pas le pouvoir pour le pouvoir ; il le veut parce qu'il sait que l'Etat est indispensable pour mener à bien l'expropriation économique de la classe capitaliste, suivie immédiatement de la seconde mesure qui la complète : la socialisation des grandes entreprises industrielles, commerciales, agricoles, financières.

Pour opérer cette révolution dans la propriété et dans la production qui est à la base de la révolution sociale que nous poursuivons, notre parti s'attache, au préalable, à réaliser la première condition du succès : éduquer les travailleurs, les organiser politiquement, syndicalement, pour qu'ils forment la plus grande force collective capable d'entraîner dans l'action, demain, la portion la plus considérable, peut-être la majorité de la population.

Tandis que le parti bolcheviste au Pouvoir y exerce, tant qu'il y reste, sa dictature sur toute la société, veut organiser par la force et, au besoin, par la violence de l'Etat la production communiste et la nouvelle distribution des produits ; le Parti Socialiste est convaincu que la transformation de la société capitaliste en la société supérieure que nous voulons ne peut se faire qu'avec l'appui effectif des masses ouvrières qui sont les premières intéressées à cette transformation sociale.

Conquérir l'Etat ce peut être relativement facile. Mais l'Etat socialiste ne remplira son rôle, avant de disparaître comme Etat de classe, que s'il est à même, avec le concours indispensable des organisations ouvrières, d'assurer la production et la distribution des produits d'une façon satisfaisante pour l'ensemble de la population.

Tandis que le parti bolcheviste use du pouvoir pour imposer la nouvelle société même aux masses ouvrières qui n'y

sont pas encore préparées, le parti socialiste conquiert d'abord ces masses, les groupe, les organise afin qu'elles soient capables demain de la bâtir elles-mêmes.

Il dit que le socialisme ne sortira que de l'organisation et de l'action des travailleurs, mais qu'il ne pourra jamais leur être imposé de force.

La décadence du Parti Communiste

Toutes ces raisons expliquent que le parti bolcheviste, qui ne compte que sur une minorité hardie conduite par une élite, en vue d'un coup de main qui lui donnera l'Etat par lequel il exercera sa dictature sans fin, n'ait que dédain pour l'unité des travailleurs. Il est né dans la division ouvrière et toutes ses manœuvres baptisées des noms les plus trompeurs n'ont pour but que de la maintenir et de l'aggraver.

Mais un parti prétendu révolutionnaire ne poursuit pas impunément pendant des années une politique aussi néfaste aux intérêts du prolétariat. Celui-ci finit un jour par s'apercevoir qu'il fait fausse route et qu'au lieu d'aller à la révolution mondiale, il lui tourne le dos. Ceux qui ont les yeux dessillés prennent différents chemins ; les uns reviennent au parti socialiste, d'autres s'enfoncent dans l'indifférence, d'autres encore — le plus petit nombre — s'enrôlent dans le fascisme.

Où sont donc les 150.000 membres de Tours qui croyaient, avec les masses qui les suivaient, que Moscou bolcheviste était la nouvelle étoile qui indiquait la voie de l'émancipation prochaine ? Cherchez-les. Vous n'en trouverez plus que quelques rares qui ont perdu la foi des premiers temps et qui ne restent plus dans la caserne que pour des motifs sans noblesse ni dignité.

La dictature du Comité de Moscou a fait fuir l'immense majorité des adhérents. *L'Humanité* elle-même, devenue le journal français le plus menteur, le plus trompeur est obligée de le reconnaître. Dans le n° du 18 Novembre 1928 on peut lire ceci :

« *Rien n'est plus alarmant, dans la situation présente, que la baisse des effectifs du parti communiste et de la C. G. T. U.* »

Dans le n° du 23 Décembre 1928 on trouve la déclaration

suivante de Renaud Jean, faite au Comité National réuni à cette date :

« *J'ai demandé que notre parti soit mis en mesure de procéder à un examen sérieux des résultats que la réorganisation a donnés. Je pense que la méthode qui consiste à fermer les yeux sur la diminution constante de nos effectifs (cartes et timbres) ; sur l'échec presque total de nos essais de création de cellules dans les grandes entreprises, sur la diminution des effectifs de la C. G. T. U. nous conduit à la catastrophe.* »

Nous pourrions multiplier les citations, donner les chiffres des membres des cellules et des syndicats dits unitaires dans toutes les régions, même dans la région parisienne si contaminée par le bolchevisme. Partout on ne trouve que des squelettes d'organisation.

Le parti communiste a fait le vide là où le parti socialiste et la Confédération générale du Travail avaient organisé des masses ouvrières.

Le mal qu'il a fait à la cause de l'émancipation du travail est énorme ; il n'est pas, heureusement, irréparable.

Nos raisons d'espérer

Le parti socialiste, depuis la division, a fait de grands progrès. Il est aujourd'hui le plus grand parti organisé qu'il y ait en France. Il groupe près de 120.000 membres ; grâce aux sacrifices de ses adhérents il a un quotidien central *Le Populaire,* très bien fait, et il possède un magnifique immeuble où sont installés ses services et ceux du journal. L'inauguration de « sa maison », fait nouveau dans l'histoire du mouvement socialiste français, fut l'occasion, il y a quelques jours, de fêtes inoubliables. Elle sera le point de départ de nouveaux progrès.

Dans ces dernières années, toutes les élections générales ont été des succès pour le parti socialiste. En Avril 1928, il a réuni, sur les noms de ses candidats aux élections législatives, près de 1.700.000 voix, chiffre jamais atteint, même aux plus beaux temps de l'unité du parti.

Pourquoi, réduit à peu de chose après le Congrès de Tours, a-t-il connu un développement si rapide ?

Parce qu'il est resté le parti socialiste, le parti politique des travailleurs qui luttent pour leur affranchissement.

Il leur a prouvé, par ses actes, par son action, que malgré les malheurs qui s'étaient abattus sur lui, il était toujours leur parti.

Il connaîtra demain une situation plus forte encore s'il reste — ce dont nous ne doutons pas — fidèle à son origine et à son idéal.

Il attirera à lui des fractions de plus en plus importantes de l'immense classe des travailleurs formée de tous ceux qui, par leur effort productif, manuel ou intellectuel, font vivre la société.

Ainsi, il videra le bolchevisme de toute force prolétarienne révolutionnaire ; ainsi, il ira tout droit à l'unité ouvrière organique, condition obligatoire de la victoire finale du Travail sur le Capital.

28620 IMPRIMERIE OUVRIÈRE, 117, rue d'Arras. — Lille

En Vente à la

LIBRAIRIE POPULAIRE

***12, Rue Feydeau, 12 - PARIS* (2e)**

Téléphone : RICHELIEU 87-06 Chèque postal : 701-63

(Prière de joindre le montant à la commande).

	franco
ADLER. — L'enquête des trades-unions en Russie......	2 »
AURIOL (Vincent). — Hier et Demain. — Agonie d'une législature	1 15
Les dix, **3** fr. **25**; le cent, **28** frs.	
— La Stabilisation	0 65
BLUM (Léon). — Pour être Socialiste.................	0 65
Les dix, **5** fr. **75**; le cent, **45** frs.	
— Commentaires du Programme d'action..........	0 65
— La Politique financière du Parti socialiste......	1 50
— Bolchevisme et Socialisme (cent, **33** frs)........	0 65
— Radicalisme et Socialisme (cent. **28** frs)........	0 65
— Notre tactique électorale	0 65
BLUM et FAURE (Paul). — Le Parti socialiste et la participation ministérielle	1 25
COMPERE-MOREL. — Socialisme et Bolchevisme.......	0 45
Les dix, **3** fr. **50**; le cent, **30** frs.	
— Le Socialisme et la Terre......................	0 55
Les dix, **4** fr. **50**; le cent, **35** frs.	
— La Politique agraire du Parti Socialiste.......	0 65
Les dix, **5** fr. **75**; le cent, **45** frs.	
— Pour les Travailleurs de la Terre..............	0 45
Les dix, **3** fr. **25**; le cent, **25** frs.	
— La petite propriété paysanne et le Socialisme..	1 65
DEVILLE (G.). — L'Evolution du Capital..............	3 45
L. DISPAN DE FLORIAN. — Pour devenir socialiste..	0 65
DOLLEY. — La loi de 1898 sur les accidents du travail..	0 65
ENGELS (F.). — Socialisme utopique et socialisme scientifique	0 45
FAURE (Paul). — Le Bolchevisme en France...........	0 90
Les dix, **7** fr.; le cent, **65** frs.	
— Le Socialisme dans l'action......................	0 90
FERRETTI. — Ce qu'est le Parti socialiste. (Avant-propos de Séverac)	0 65
GHESQUIERE (E. et H.). — La Jeunesse socialiste. Son organisation	0 65
GROS (Louis). — La loi sur les accidents du travail....	0 65
GUESDE (Jules). — Double réponse à MM. De Mun et Deschanel	1 25
— Collectivisme et révolution.....................	0 65
— La loi des salaires et ses conséquences........	0 65
— Le Collectivisme (conférence à Bruxelles)......	0 65
— Le Problème et la Solution.....................	0 65
— **et LAFARGUE**. — Pourquoi l'avenir est au Socialisme	0 65
— **et JAURES**. — Les Deux Méthodes..........	0 65

HUBERT-ROUGER. — Le Socialisme en France....... 0 75
Les dix, 6 fr.; le cent, 55 frs.
JAURES (Jean). — Discours à la Jeunesse.............. 0 65
— Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste. 0 65
— et LAFARGUE. — Idéalisme et Matérialisme.. 1 15
KAUTSKY. — L'Internationale et la Russie des Soviets.... 1 15
LEVY (Gaston). — Socialisme et relations internationales.. 1 15
LEVY (L.) et BOUYER. — Pour les Jeunes............ 0 65
MARX (Karl) et ENGELS. — Manifeste du Parti Communiste 0 65
LAFARGUE. — Le Communisme et l'évolution économique 0 65
LEBAS. — Les Assurances sociales en France et le Parti Socialiste 0 50
— Lois sur les Conseils généraux et l'action socialiste dans ces assemblées.................. 1 50
LUXEMBOURG (Rosa). — La Révolution russe........ 0 80
MOCH (J.). — Le Parti Socialiste et la question financière 3 25
PLEKANOFF. — La Conception matérialiste de l'Histoire 1 25
RENAUDEL (Pierre). — Pour un Programme d'action.. 0 65
WELLS (H. et C.). — Cette misère des souliers.......... 0 65

CHANSONS DIVERSES

L'Internationale. — Le Drapeau rouge. — Les Coquelicots. — L'Insurgé. — La Marche du 1er Mai. — La Complainte du Prolétaire (L. Roland), le cent: 10 fr.; l'exem. 0 15

MEDAILLES-BRELOQUES

De Jaurès, vieil argent et doré........................ 2 »
De Guesde, vieil argent et doré........................ 1 50
Epingles de cravate de Guesde et Jaurès................ 1 50

(Prix spécial en nombre)

DRAPEAUX et INSIGNES à prix modérés

CARTES POSTALES

de Guesde, Jaurès, Vaillant, Sembat, Bebel, Karl Marx, Liebknecht, B. Malon, Inghels, Rosa Luxembourg, Léon Blum, Paul Faure .... l'une 0 20
La série de dix, 1 fr. 75 ; les cinquante, 8 fr.; le cent, 14 fr.; le mille 130 fr.
Carte postale Jaurès tirée sur soie artistique............ 2 15
Carte postale Mattéotti 0 50

PORTRAITS ARTISTIQUES

de Guesde et Jaurès 50 × 43........................— 3 25
27 × 37 simili sur papier crème...... 1 80
de Mattéotti, en couleur, 50 × 34..................... 5 45
Portraits artistiques 50 × 60, agrandissement photo (plus port et emballage) .... 200 »
Buste bronze, haut. 0 m. 32 : 80 frs; haut. 0 m 64 (port et emballage en sus) .... 500 »

EGLANTINES

Le cent franco : 10 frs; les cinq cents : 45 frs; le mille.. 80 »
Tracts pour adhésions : le mille, franco............... 32 »
Affiches passe-partout : le cent, 1/4 col., 11 fr. 50; 1/2 col. 18 »
Coquelicots, le cent : 8 fr.; le mille.................. 70 »